

L'Océanie Française

2^{ME} ANNÉE. — N° 76.

LE NUMÉRO : 30 CENTIMES.

Mardi, 22 janvier 1884.

Parécit, le 22 janvier 1884.

L'ÉLECTION DE DÉLÉGUÉ

DE TAHITI.

DU CONSEIL SUPÉRIEUR DES COLONIES.

Nous avons fait connaître à nos lecteurs que le décret du 4 janvier 1884 instituant un Conseil supérieur des colonies près du Ministère de la marine, comprenait dans sa composition un délégué pour chaque colonie non représentée au parlement. Tahiti aura donc son délégué.

Nous ne tombons pas en admiration devant cette complication des rouages politiques et administratifs étrangers, qu'en dehors des simples avis qu'il est appelé à donner, ce conseil ne prononce bientôt des affaires de petite conséquence et ne crée de grands embarras tant au département qu'aux Chefs des colonies avec lesquels il se trouvera, l'un ou l'autre, en opposition constante. Remarquons toutefois qu'en ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie, Saint-Pierre et Miquelon, Mayotte et Nossi-Bé, la mesure a du bon, en ce sens que les habitants de ces divers pays pourront, par l'organe de leur mandataire, rappeler de loin en loin qu'ils existent et que des intérêts particuliers dont il faut tenir compte. Sous ce rapport l'idée est excellente. Mais, dans le concert de louanges qui s'est élevé autour d'elle, Tahiti, nous sommes fâchés d'avoir à le dire, doit jeter une note discordante.

Le suffrage universel est assurément une admirable institution; certes ce n'est pas dans ce journal qu'il pourrait trouver des contempteurs; seulement, et précisément à cause du respect dont il doit être entouré, de la grandeur de sa mission et de la moralité transcendante de son principe, il doit s'exercer avec la plus entière loyauté, de telle façon que ses résultats soient l'expression de la volonté libre et éclairée des électeurs; comme la femme de César, il doit être à l'abri de tout soupçon.

Or il est indispensable, pour atteindre ce but, de préparer le terrain électoral, c'est-à-dire d'établir les listes avec soin et de les soumettre au contrôle du public; de désigner avec intelligence les collègues afin de faciliter à tous l'accès des urnes, de composer les bureaux d'hommes offrant toutes les garanties de droiture et de probité désirables. Tout cela est à faire.

Que donc se contenterait d'élections faites dans les conditions où nous avons vu s'opérer celles collatives au Conseil colonial?

Parlant ailleurs les électeurs sont connus d'avance, à Tahiti nous avons des catégories sur les droits desquelles il est indispensable d'être fixé au préalable. Pas de doute pour les tahitiens, l'acte d'annexion ne permet pas d'en concevoir, mais que faut-il entendre

par tahitiens? Première question à résoudre. Quelques-uns s'arrêteraient volontiers à la seule île de Tahiti et seraient disposés à discuter sur Moorea, qu'un bras de mer sépare de celle-ci, d'autres n'iraient pas jusque-là, mais renouvelleraient les Établissements français de l'Océanie abrités du 7^e au 33^e de latitude et du 133^e au 135^e de longitude; toutes les populations comprises dans cette zone ont pour nous les mêmes droits, puisqu'elles ont les mêmes devoirs et sont soumises aux mêmes lois. Nous en excepterions cependant les Gaudier et l'île Rapa, dont la situation politique n'est pas encore tranchée.

Ce n'est pas sérieusement qu'on pourrait s'élever contre les Tunaotia, leur pays constituerait une dépendance du protectorat de la France et ses habitants envoyeraient au parlement tahitien des représentants chargés de soutenir leurs intérêts particuliers. Toutes les fois que ce parlement se réunirait, un bateau à vapeur de la station locale irait chercher, dans les diverses localités du groupe, les députés élus par le peuple, et les y ramènerait à la fin de la session.

Tupia et Raiatea ont suivi le sort de Tahiti.

Quant aux îles Marquises, il devrait suffire de dire que leurs habitants sont devenus français, en vertu des traités ou de la conquête, dès 1842, c'est-à-dire depuis 42 ans, tandis que les tahitiens n'ont acquis ce titre que depuis 1880. Ajoutons cependant, pour prévenir une objection probable, que les marquisiens ont fait de grands progrès vers la civilisation et qu'au-delà de personnes vivant au milieu d'eux, ayant avec eux des rapports constants, ils ne sont pas moins aptes à exercer leurs droits que les gens de Tahiti et des Tunaotia. On dira peut-être: Aucun acte ne leur a formellement concédé la qualité de citoyen français; soit, mais aucun acte n'a dit le contraire, et lorsque depuis quarante-deux ans on les traite à l'égal des français, lorsque l'on est si large, si généreux à l'endroit de naïfs qui peuvent leur être comparés, lorsque l'on exige d'eux l'accomplissement de tous les devoirs, la soumission à toutes les lois, au même titre et avec la même ponctualité que les habitants de la Métropole, nous ne voyons pas bien comment on pourrait, sans manquer aux règles de la plus stricte équité, les tenir à l'écart d'îlots, de parties en ce qui concerne les prérogatives accordées à ceux-ci, et surtout à leurs voisins de Tahiti et des Tunaotia.

Il ne faut pas oublier que Tahiti et Moorea n'ont pas plus de 15,000 habitants, tandis que le chiffre de la population des Tunaotia, des Marquises et des îles du sud s'élève à 14,000.

Sans doute tout cela peut être discuté, et c'est précisément cette raison qui nous conduit à dire que le terrain électoral n'est pas préparé.

Quant au mode d'exécution, nous n'avons en préoccupations graves, bien que nous recommandions volontiers les difficultés qui s'y rattachent. Les moyens ne manquent pas; ce n'est donc qu'une question de temps; elle est secondaire, l'acte des Établissements devant rester en fonctions pendant trois ans.

Nos préoccupations reposent sur un autre d'idées autrement graves. Pour prendre à la population française européenne une place dans la représentation locale au Conseil colonial, on a dû recourir à l'expédient des deux listes électorales; l'une comprenant les indigènes, l'autre les français d'origine. L'expérience a démontré que, sans cette précaution, ces derniers n'auraient pu faire élire aucun de leurs candidats. En effet, ceux-ci n'étant qu'un nombre de 367, comment auraient-ils pu lutter contre 2242 électeurs tahitiens? Et cependant, ont-ils vraiment bien en ils ont le droit d'être représentés.

La division en deux listes n'est pas possible pour l'élection de l'homme désigné par le pays au Comité supérieur des colonies; il nous est imposé en fait des choses, de nous grouper tous, sans distinction, autour de la même urne. Eh bien, disons-le hardiment et hautement, dans la situation actuelle, les électeurs français européens feraient bien de rester chez eux; la lutte serait inutile, ridicule, même, et ils devraient dire, comme ce personnage de la fable l'homme répondant à une provocation d'Achille: On ne se bat pas contre un mur. Le candidat est déjà élu; il est parti; il est en France.

Expliquons nous sur ce point. Les élections dont nous avons été les témoins récents, nous ont prouvé que les opérations se font dans les districts de la façon la plus irrégulière et la plus déplorable, et que les électeurs vont au scrutin comme les moutons de Panurge allaient à la mer; suivant aveuglément et inconsciemment leur chef de file. Les résultats sont donc l'expression de la volonté de quelques meneurs et non celle de la volonté populaire.

On veut sans doute un délégué qui, parlant au nom de la population entière, expose avec clarté et franchise la situation et les besoins du pays. Or, on aura, par les procédés connus, ou un sectaire français qui ne se préoccupe que de l'éclatant mystique, ou un valet de paille qui se présentera à ses collègues à la manière de l'aveugle du *Baragry de Lolo*. Cela étant, nous considérons comme un grand malheur pour Tahiti l'institution d'un conseil dont la Nouvelle-Calédonie, Saint-Pierre et Miquelon, Mayotte et Nossi-Bé retireront les plus grands avantages.

L'administration a donc bien fait de retarder cette élection dangereuse à tous les points de vue, d'en réserver au département de la marine qui, mieux renseigné sur l'état de la situation, prendra, nous l'espérons, les mesures nécessaires pour nous offrir à nous faire représenter réellement et sérieusement à Paris.